

**Le programme d'appui de l'Union européenne pour la région de la PEV-Sud
EUROPEAID/133918/C/SER/MULTI**

Amélioration de l'environnement des affaires dans la région sud de la Méditerranée

**« Réflexions sur la gouvernance économique au
Maroc »**

Préparé par « Youssef Fehry Fassy »

Rabat, Juin 2014



Ce projet est financé
par l'Union Européenne



Un projet mis en œuvre par
GIZ IS et Eurecna

Clause de non-responsabilité

Le contenu du présent rapport relève de la seule responsabilité de l'équipe d'assistance technique du projet dirigé par GIZ IS comprenant Eucna et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'avis de l'Union européenne.

GOVERNANCE ECONOMIQUE, CLIMAT DES AFFAIRES ET OBSERVATOIRE DES TPME AU MAROC : QUELQUES PROPOSITIONS

L'environnement des affaires au Maroc reste encore problématique car incohérent et incomplet.

Certes des efforts ont été fait en matière de protection des investisseurs et de simplification fiscale, mais les lacunes de l'environnement des affaires sont d'une certaine manière, reflétées par les mauvais classements du Maroc dans des mesures internationales comme :

- *Doing Business* de la Banque mondiale,
- l'indice de liberté économique de la Heritage Foundation,
- l'Indice de perception de la corruption de Transparency International,
- l'indicateur sur la rigidité du marché de travail du Forum Economique Mondial.

La participation effective du secteur privé a été certes actée au Maroc puisque la représentation officielle du secteur privé auprès des pouvoirs publics est assumée par la CGEM.

Toutefois, cette organisation patronale est plus représentative des grandes entreprises que des PME qui constituent l'écrasante majorité des entreprises. Aussi, les grandes orientations prises par le CNEA, Comité National de l'Environnement des Affaires, composé de l'administration et de la CGEM, reflètent principalement le point de vue des grandes entreprises et peu celui des PME/TPE.

Or si ces dernières jouent un rôle spécifique prépondérant en matière de poids démographique et d'emploi, elles **restent marginalisées** en terme :

- de production de richesse, de valeur ajoutée, de capitalisation, de productivité, d'investissements et d'accès aux financements bancaires
- d'accès aux centres de décisions économiques et politiques.

L'amélioration de l'environnement général des affaires devrait passer aussi par **une intégration plus poussée des PME et des TPE aux grandes entreprises** et par un accès plus démocratique aux financements bancaires qui permettraient leur mise à niveau et leur développement.

Pour faire le suivi d'un tel processus d'intégration, de mise à niveau et de développement, il est essentiel de disposer d'un instrument qui permette **la mesure des performances et le suivi de l'impact des réformes** du climat des affaires sur ces PME/TPE.

La **création et la mise en place d'un observatoire des TPME**, tel qu'il est actuellement développé au travers des études réalisées par OSEO, Bearing Point et Panteia EIM, serait l'instrument idoine pour non seulement connaître les TPME et leur comportement démographique, mais aussi **d'évaluer l'impact de l'amélioration**

de la gouvernance économique et du climat des affaires en faveur des PME/TPE.

Dans le contexte tendu actuel de l'emploi du fait de la crise de 2008, les PME/TPE sont une **importante source de création d'emplois au Maroc**, mais à la condition que des actions générales et des mesures spécifiques soient entreprises en leur faveur.

Il est essentiel de vérifier si ces actions et mesures générales et spécifiques se traduisent par :

- un environnement économique favorable aux affaires, à la prise de risque et à la saisie d'opportunités,
- et à moins d'obstacles procéduraux du fait d'une bureaucratie réduite et simplifiée.

Il est important que l'observatoire économique des TPME puisse évaluer comment les TPME perçoivent actuellement la gouvernance économique et le climat des affaires ainsi que l'impact des mesures et actions générales et spécifiques prises par le gouvernement pour elles.

Il est important aussi que **les résistances des PME/TPE** face au changement soient bien identifiées pour **éviter des effets de glissement vers l'informel**, tendances constatées suite aux démantèlements tarifaires consécutifs à l'entrée en vigueur de certains accords de libre échange (avec l'Union européenne et les Emirats Arabes Unis notamment).

Il est aussi important d'**identifier les résistances rencontrées** par les PME/TPE notamment au niveau :

- de la bonne **gouvernance** tout au long de leur cycle de vie et de développement,
- de **l'accès difficile** sinon impossible au financement bancaire du fait de la faiblesse de leurs actifs et de leur faible structuration,
- de **l'absence de concurrence et l'existence de positions dominantes** dans certains secteurs, qui entravent la croissance économique du Maroc.

Certes, des décisions ont été récemment prises par les pouvoirs publics en termes de création et de renforcement institutionnel (Instance Centrale de Prévention de la Corruption, Conseil de la Concurrence) mais ces instances ne disposent pas encore du pouvoir de saisine et de sanctions nécessaire à tout arbitre.

Aussi les **pratiques anticoncurrentielles traditionnelles**, tels que l'entente préalable sur les prix, la concentration excessive et l'abus de position dominante, les barrières à l'entrée du fait de procédures administratives complexes **continuent à limiter l'espace de développement et de croissance des PME/TPE au Maroc.**

Compte tenu de l'approche institutionnelle retenue (fondation publique et privée) pour le fonctionnement de l'observatoire, il serait judicieux que ce dernier puisse

aborder en plus des indicateurs retenus par les études OSEO et Bearing Point, faire le suivi et évaluer les sujets qui suivent.

Quelques propositions pour renforcer le dispositif d'observation économique des PME/TPE au Maroc

- Identifier les principaux items traitant du **chevauchement de responsabilités et des incohérences** entre les politiques relatives aux TPME (MCI, MAGG, ANPME, CRI), en faire le suivi et l'évaluation,
- Identifier les principaux items traitant des **mécanismes de concertation entre les secteurs public et privé**, en faire le suivi et l'évaluation,
- Identifier les principaux items traitant de **l'absence d'une stratégie globale de développement des PME/TPE**, de l'existence de **plusieurs stratégies pluri annuelles (Pacte National pour l'Emergence Industrielle), y compris sectorielles**, en faire le suivi et l'évaluation,
- Identifier les **mesures légales, réglementaires et procédurales** susceptibles de favoriser la **mise sur un même pied d'égalité** des grandes entreprises et des PME (**suppression des barrières à l'entrée**), en faire le suivi dans le temps et procéder à l'évaluation des impacts de ces réformes,
- Identifier les **plans d'actions pluri annuels du gouvernement** en matière de TPE/PME, leur degré de détail sectoriel, leur niveau de concertation entre parties prenantes, en faire le suivi et l'évaluation,
- Identifier les **budgets financiers disponibles** pour la mise en œuvre de ces plans d'actions pluri annuels, en faire le suivi et l'évaluation,
- Identifier les principaux items traitant du **développement du capital humain**, notamment **le manque d'encadrement des PME**, en faire le suivi et l'évaluation,
- Identifier les principaux items traitant de **l'emploi dans les PME**, en faire le suivi et l'évaluation,
- Identifier les principaux items traitant des **capacités d'absorption technologique et d'innovation des PME**, du soutien financier de l'Etat aux PME innovantes, en faire le suivi et l'évaluation,
- Identifier les principaux items traitant des **services d'assistance à la création et à l'incubation d'entreprises TPE (startups)**, en faire le suivi et l'évaluation,
- Identifier les principaux items traitant de **l'accès des PME aux informations du marché**, en faire le suivi et l'évaluation,
- Identifier les principaux items traitant de **l'accès des PME aux marchés publics**, en faire le suivi et l'évaluation,

- Identifier les principaux items traitant des **PME et l'international**, notamment les **liens entre Investissements directs étrangers (IDE) et PME marocaines**, et **les exportations des PME à l'international**, en faire le suivi et l'évaluation,
- Identifier les principaux items traitant de **l'accès au financement, des techniques bancaires d'évaluation des dossiers, de la formation des cadres bancaires aux techniques d'évaluation des cash flows**, en faire le suivi et l'évaluation,
- Identifier les principaux items traitant des **économies d'échelle possibles** pour ne pas limiter les capacités d'investissement des PME dans des actifs fixes et dans les nouvelles technologies, en faire le suivi et l'évaluation,
- Identifier les principaux items traitant du **lien entre développement des TPE et objectifs de réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale**, en faire le suivi et l'évaluation.

Ces propositions visent à permettre une évaluation et un suivi des stratégies, programmes d'accompagnement, plans d'actions et de mesures prises ou non prises par les différents acteurs publics et privés intervenant dans le champ des PME et TPE.

Faire cette évaluation et suivi de la place de l'observatoire économique des TPME, permettra à ce dernier de renforcer sa position d'instrument objectif utile à l'ensemble des acteurs publics et privés et de permettre de combler un vide important en matière d'évaluation et de suivi d'un important champ économique.